

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 24 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **24 juin à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans à la Salle des Fêtes – rue des Charmilles – 51300 MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 18 juin 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, VEBER, DULIEUX, DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, MOULIN, Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON (jusqu'à 18h30), BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, ROCH, Mme SERRE, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, M. EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. NICOULEAUD, Mme PARNISARI, MM. DHYÈVRE, THIÉBAULT, Mme GUÉRY, MM. COTTON, LANTERNAT, DESANLIS, Mme KARCENTY, MM. LOISELET, PASSINHAS, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mmes JACQUEMOT, COLSON, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absents : M. TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ M. PASSINHAS, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MOUTON (jusqu'à 18h30),
- ✓ M. MOUTON donne pouvoir à Mme PARIS à partir de 18h30,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir Mme RÉOLON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. ROCH,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur René MAUTRAIT.

FINANCES

**TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE
TARIFS 2026**

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

Par délibération n°38 du 26 mars 2024, nous avons émis un avis favorable à l'instauration de la taxe locale sur la publicité extérieure (T.L.P.E.) sur l'ensemble du périmètre de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Conformément aux dispositions du Code des impositions sur les biens et services (CIBS), selon ses articles L454-39 à L454-77 réglementant la taxation sur la publicité extérieure, il convient de fixer les tarifs au 1^{er} janvier 2026.

Les tarifs normaux applicables sont déterminés aux articles L454-58 à L454-62 du CIBS, qui prévoient leur indexation sur l'inflation, avec une révision au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'année N-2.

Ainsi, pour 2026, le tarif normal de référence pour la T.L.P.E. s'établit à 18,90 € le m², étant entendu qu'il est proposé :

- d'exonérer les enseignes si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m² ;
- de réduire de 50 % le tarif de base des enseignes dont le cumul des surfaces d'enseignes est inférieur ou égal à 20 m² et supérieur à 12 m².

Aussi, les tarifs par m², par face et par an, pour l'année 2026, seront les suivants :

• Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques inférieures ou égales à 50 m ² :	18,90 €
• Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques supérieures à 50 m ² :	37,80 €
• Dispositifs publicitaires et pré-enseignes numériques inférieures ou égales à 50 m ² :	56,70 €
• Dispositifs publicitaires et pré-enseignes numériques supérieures à 50 m ² :	113,30 €
• Enseignes inférieures ou égales à 7 m ² :	exonération
• Enseignes supérieures à 7 m ² et inférieures ou égales à 12 m ² :	exonération
• Enseignes supérieures à 12 m ² et inférieures ou égales à 50 m ² :	37,70 €
• Enseignes supérieures à 50 m ² :	75,60 €

Il est rappelé que cette taxe est recouvrée annuellement par la Communauté de communes et payable sur déclaration préalable des assujettis.

En 2025, le montant prévisionnel de cette taxe s'élève à 118.053,36 €.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L454-60 à L454-62 du Code des impositions sur les biens et services,

Vu la délibération n°38 du Conseil communautaire du 26 mars 2024,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 juin 2025,

Il vous est proposé de :

1°/ fixer le tarif de référence de la Taxe locale sur la publicité extérieure à 18,90 € pour l'année 2026 ;

2°/ maintenir l'exonération arrêtée par délibération du conseil communautaire du 26 mars 2024 concernant les activités, dont le cumul des surfaces d'enseignes est inférieur ou égal à 12 m² ;

3°/ maintenir la réfaction de 50 % par rapport au tarif de base les activités, dont le cumul des surfaces d'enseignes est supérieur à 12 m² et inférieur ou égal à 20 m² ;

4°/ donner tout pouvoir à Monsieur le Président pour prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe ;

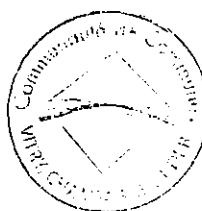
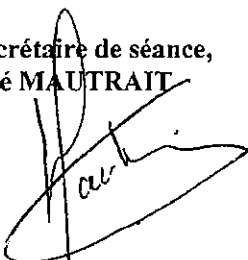
5°/ inscrire les recettes afférentes au budget 2026.

La délibération est adoptée

par : **47 avis favorables,**

1 abstention : M. EL GHALLOUSSI.

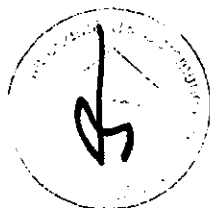
Le secrétaire de séance,
René MAUTRAIT



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le **30 JUIN 2025**
et de la publication le **30 JUIN 2025**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.